

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 29 janvier au 04 février 2026

Le chancelier allemand, Friedrich Merz, cherche à renforcer les partenariats de l'Allemagne et de l'Union européenne dans la région du Golfe dès ce mercredi 4 février. L'objectif est de diversifier les relations économiques, énergétiques et géopolitiques afin de réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. L'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis sont au cœur de cette stratégie, en raison de leur influence politique, de leurs importantes ressources financières et de leur rôle essentiel dans l'approvisionnement énergétique. Lors de sa première étape à Riyad, Merz souhaite approfondir le partenariat bilatéral, notamment en matière d'investissements et de coopération industrielle. Il est accompagné d'une délégation économique, car des opportunités existent dans les domaines de l'armement, de l'industrie et des investissements étrangers en Europe. Les partenariats énergétiques sont centraux : le Qatar est l'un des principaux exportateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié, tandis que les Émirats arabes unis produisent du gaz, de l'hydrogène vert et de l'électricité solaire à des coûts très compétitifs. Ces relations soulèvent toutefois des questions relatives aux droits de l'homme, en particulier en Arabie saoudite. Le gouvernement allemand affirme vouloir aborder ces sujets tout en reconnaissant certains efforts de réforme. Enfin, les États du Golfe jouent un rôle diplomatique croissant au Moyen-Orient, ce qui renforce encore leur importance stratégique pour l'Allemagne et l'UE.

Friedrich Merz, souhaite lancer une réforme des retraites cette année encore, afin de garantir la pérennité du système pour toutes les générations. Conformément au contrat de coalition, il estime qu'une transformation en profondeur est nécessaire. La retraite légale resterait un pilier central, mais elle serait complétée de manière plus marquée par la retraite d'entreprise et l'épargne retraite privée, toutes deux basées sur la capitalisation. Une commission d'experts doit présenter des propositions d'ici la mi-année, certaines pouvant être mises en œuvre rapidement et d'autres nécessitant plus de temps. Cette réforme suscite déjà des critiques, notamment de la part des Verts et de la gauche, qui craignent un affaiblissement de la retraite publique et une augmentation de la pauvreté chez les personnes âgées. Parallèlement, des personnalités proches de la CDU plaident pour la réduction de certaines prestations, comme la retraite à 63 ans ou la majoration de pension pour les mères. Des économistes soutiennent ces propositions, invoquant la pression croissante sur le budget de l'État et la nécessité d'adapter l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie.

Le Conseil économique, association allemande d'entreprises et de lobbys, intensifie la pression sur le gouvernement fédéral en réclamant une baisse significative des impôts et une réduction drastique des dépenses sociales. Selon un document relayé par le quotidien *Bild am Sonntag*, l'organisation patronale propose un « agenda pour les salariés » visant à relancer la croissance et l'emploi. Selon son secrétaire général, Wolfgang Steiger, le nombre de chômeurs supérieur à trois millions et l'augmentation des cotisations sociales sont un signal d'alarme pour l'économie allemande. Le Conseil préconise notamment d'augmenter le seuil d'exonération fiscale, de reporter le taux d'imposition maximal, de mettre en place un mécanisme automatique de compensation de l'inflation et de supprimer complètement la surtaxe de solidarité. Il demande également de ramener l'impôt sur

les sociétés à 25 %. Côté social, plusieurs prestations devraient être supprimées, comme la retraite anticipée à 63 ans, la majoration de pension pour les mères et la retraite de base. L'allocation chômage ne serait versée que pendant un an, au lieu de deux actuellement. Le catalogue des prestations de l'assurance maladie serait réduit et certaines dépenses, comme les soins dentaires, devraient être assurées de manière privée. Enfin, le Conseil plaide pour une baisse des coûts de l'énergie et la suppression de la taxe sur l'achat de la première résidence principale.

Face aux difficultés financières des caisses d'assurance maladie légales en Allemagne, des responsables politiques de l'Union (CDU/CSU) et du SPD plaident en faveur d'une hausse de la taxe sur le tabac. Le délégué fédéral aux drogues, Hendrik Streeck (CDU), souligne que le tabagisme provoque environ 131 000 décès par an et engendre plus de 30 milliards d'euros de coûts directs pour la santé, ainsi que près de 70 milliards de coûts économiques indirects. Selon lui, une fiscalité plus élevée permettrait de réduire efficacement la consommation. Hans Theiss, spécialiste de la santé de la CSU, propose d'utiliser ces recettes supplémentaires pour financer une baisse de la TVA sur les médicaments, qui passerait ainsi de 19 à 7 %. Une hausse d'environ deux euros par paquet de cigarettes suffirait, selon lui, à générer jusqu'à sept milliards d'euros par an pour les caisses. L'ancien ministre de la Santé, Karl Lauterbach (SPD), soutient cette idée, estimant qu'une telle mesure allégerait durablement le système de santé. Le président de la DAK plaide également en faveur d'une hausse des taxes sur le tabac et l'alcool afin de stabiliser les cotisations à partir de 2027.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



L'ancienne présidente du Bundestag et politicienne CDU **Rita Süßmuth** est décédée à l'âge de 88 ans. De 1988 à 1998, elle a été à la tête du Bundestag ; auparavant, dans les années 1980, elle avait été ministre de la Famille, de la Santé et première ministre des Femmes dans le cabinet du chancelier fédéral Helmut Kohl.

Le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a rendu hommage à cette fervente défenseuse de la démocratie et de l'égalité des droits, tandis que le chancelier fédéral Friedrich Merz l'a qualifiée de « figure de proue » de la communauté démocratique.

Rita Süßmuth était considérée comme le visage moderne de la CDU et s'est souvent démarquée de la ligne du parti, par exemple sur les questions de l'égalité des femmes, de la réforme de la loi sur l'avortement ou de la lutte contre le sida. Née en 1937 à Wuppertal, elle a d'abord été professeure en sciences de l'éducation. Malgré un cancer grave, elle est restée engagée politiquement jusqu'à la fin de sa vie. Elle a vécu plus de 50 ans à Neuss, où elle a été nommée citoyenne d'honneur en 2023.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



13,3 millions

En Allemagne, le nombre de personnes touchées par la pauvreté et le risque d'exclusion sociale ne cesse d'augmenter. Selon l'Office fédéral de la statistique, **13,3 millions** d'habitants, soit 16,1 % de la population, étaient menacés de pauvreté l'an dernier, contre 15,5 % l'année précédente. Sont considérées comme menacées de pauvreté les personnes dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian. En 2025, ce seuil s'élevait à 1 446 euros nets par mois pour une personne seule et à 3 036 euros pour un ménage composé de deux adultes et de deux enfants de moins de 14 ans. Les personnes seules, les familles monoparentales et les chômeurs sont particulièrement concernés. Les chômeurs sont les plus touchés : près de 65 % d'entre eux vivent en effet sous le seuil de pauvreté. En prenant en compte non seulement les revenus, mais aussi l'accès à l'éducation, au logement et à la vie culturelle, on estime à 17,6 millions le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit plus d'un cinquième de la population.